

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 23 février 2012

DCM N° 12-02-22

Objet : Communications et décisions prises par M. le Maire, Mesdames et Messieurs les Adjointes en vertu des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et en exécution de la Délibération du Conseil Municipal en date du 30 Avril 2009, ainsi que des décisions rendues par les diverses juridictions administratives.

Rapporteur : M. le Maire

1er cas

Décisions prises par M. le Maire

1°

Recours contentieux

DATE DU RECOURS	OBJET	N° ACTES	ELU / JURIDICTION CONCERNEE
16 décembre 2011	Recours en annulation contre l'opposition à la déclaration préalable de travaux du 17 octobre 2011 pour réaliser sur l'immeuble situé 26 avenue Leclerc de Hauteclocque existant et déjà rénové une toiture terrasse au 6ème niveau ainsi qu'une baie vitrée en aluminium blanc	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg

2°

Décisions rendues

DATE DECISION	NATURE DE LA DECISION	OBJET	N° ACTES	ELU /JURIDICTION CONCERNEE	OBSERVATIONS / DECISIONS
3 novembre 2011	Jugement	Demande de condamnation de la Ville de Metz au titre du solde non perçu d'une indemnité due par son assureur et consécutive à un incendie du 11 septembre 2000	5.8	Tribunal de Grande Instance de Metz	La Ville de Metz est condamnée à verser la somme de 179 168,61 Euros aux SCI PIERRISSMO, ainsi que 4000 Euros aux SCI PIERRISSIMO, à la COFIMAB et à la SAGENA au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.
16 novembre 2011	Jugement	Appel incident et appels provoqués visant à ce que soit rejeté l'appel formé par la compagnie d'assurance et à ce que cette dernière soit condamnée à payer l'entier préjudice subi par la requérante, agent de la Ville de Metz, suite à un accident de la route	5.8	Cour d'Appel de Metz	Réformation du jugement du Tribunal de Grande Instance de Metz du 27 mai 2008 et condamnation de la Société AREAS DOMMAGES à payer à l'agent 10 000 Euros au titre des souffrances endurées. Renvoi de Madame CLAUDON à préciser les pertes des gains professionnels futurs dont elle réclame le remboursement à cette même assurance AREAS DOMMAGES.
17 janvier 2012	Jugement	Recours en excès de pouvoir contre la décision du Maire de Metz portant refus du recours gracieux de la société MATY contre l'arrêté du 24 avril 2007	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg	Il est donné acte du désistement de la Société MATY et la Ville de Metz est condamnée à verser 1 000 Euros au titre des frais exposés.

3°

Date de la décision : 25 janvier 2012

N° acte : 7.1

ARRETE N° 38

OBJET : Renouvellement du placement du produit de l'aliénation d'éléments du patrimoine – Placement de fonds hors budgétaire. Trésor Public

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1618-1, L.1618-2, L.2122-22 et R1618-1,
VU la délégation du Conseil Municipal accordée au Maire par délibération en date du 30 avril 2009,

ARTICLE 1 : Le Maire décide de renouveler le placement des fonds provenant de l'aliénation d'éléments du patrimoine pour un montant de 4 000 000 €.

ARTICLE 2 : Le Maire décide de souscrire à ce titre un placement de trésorerie sur un compte à terme ouvert auprès de l'Etat (Trésor Public), avec le capital garanti, les intérêts fixés à la souscription au taux nominal consenti aux collectivités locales à ce jour.

ARTICLE 3 : La durée du placement est de 8 (huit) mois renouvelables, à compter du 16 février 2012. Cependant, en cas de besoin, ces fonds peuvent être mobilisables à tout moment avant l'échéance. En cas de retrait anticipé, le calcul des intérêts est réalisé sur la période réelle d'immobilisation du capital placé, par application du taux correspondant au barème en vigueur le jour de l'ouverture du compte à terme.

ARTICLE 4 : Le placement est effectué en 4 parts de 1 000 000 €. Chaque part peut être mobilisée par la Ville sans qu'il soit nécessaire de renouveler le placement du solde pour la période restant à courir.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de Moselle et à Monsieur le Trésorier Principal de Metz-Municipale.

Séance ouverte à 18h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS, Maire de Metz,

Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.

Membres assistant à la séance : 45 Absents : 10 Dont excusés : 10

Référence nomenclature «ACTES» : 5.2